



La classe moyenne chinoise : évaluation et perspectives

11 Décembre 2006

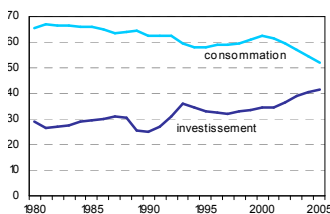
© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

On s'interroge souvent sur le potentiel de consommation « véritable » de la Chine, d'autant plus énigmatique que le marché intérieur est à la fois très vaste et très inégalitaire. En utilisant les statistiques officielles, corrigées de 30% pour tenir compte de la sous déclaration des revenus, et en appliquant un critère adapté à la situation chinoise (un revenu annuel supérieur à 25 000 RMB), nous estimons la classe moyenne à environ 105 millions de personnes. Cette population, très concentrée dans les provinces côtières, se caractérise par un pouvoir d'achat confortable, qui lui permet des habitudes de consommation et d'équipement distinctifs. C'est pourquoi, même si la consommation des ménages est encore loin de jouer un rôle moteur dans l'économie chinoise, il apparaît que sur certains créneaux spécifiques (santé, tourisme, transport et télécommunication, automobile et certains équipement du foyer), le potentiel de développement est considérable et relativement concentré géographiquement.

1. La consommation privée joue un rôle étonnamment faible dans l'économie chinoise

Poids relatif de la demande interne
(en % du PIB)



Source : NBS

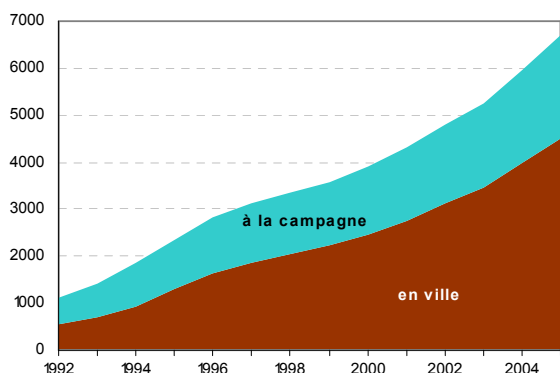
Même après 25 années de très forte croissance, et bien qu'elle soit aujourd'hui officiellement la 4^{ème} puissance économique mondiale, la Chine est encore loin d'avoir atteint le stade d'une société de consommation de masse. Bien sûr, étant donné la progression très rapide du PIB et donc des revenus des ménages, le marché intérieur bénéficie de taux de croissance très enviables. Les ventes au détail, par exemple, augmentent en moyenne de 10-12% en volume chaque année depuis plus de 10 ans. Cependant il est important de remarquer le décalage persistant entre d'une part la taille de l'économie et d'autre part la taille du marché, ou, dit autrement, entre le nombre de consommateurs et la nombre de personnes qui effectivement consomment. La meilleure illustration en est sans doute le poids très limité de la consommation au sein du PIB (voir graphique ci-contre). Celui-ci a continuellement régressé au cours des 20 dernières années, au point d'atteindre en 2005 un niveau à peine supérieur à 50% (voire 38% si on ne tient compte que de la consommation privée). Par comparaison, les autres pays asiatiques, qui sont pourtant également réputés pour leur frugalité et leur propension à investir, connaissent tous des taux de consommation privée compris entre 50-60% (Corée, Inde) et 70-75% (Japon, Thaïlande, Philippines).

Comment comprendre que la Chine choisisse d'épargner environ 50% de son revenu, quand bien même une grande partie de sa population ne dispose que de revenus très faibles ? Nous voyons deux grandes catégories d'explication :

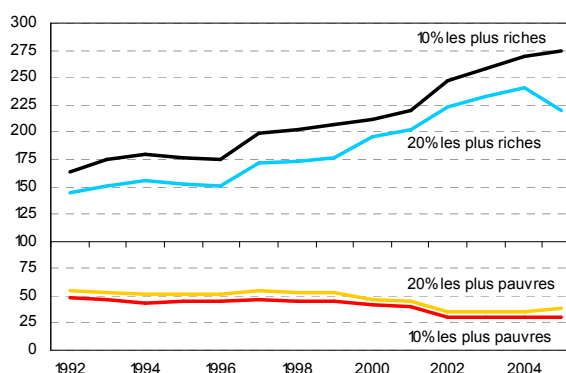
- **L'insécurité économique.** On peut tout d'abord naturellement penser que le niveau élevé de l'épargne domestique provient du comportement des ménages eux-mêmes. Effectivement, les ménages chinois épargnent actuellement environ 1/4 de leur revenu disponible, un ratio parmi les plus élevés au monde. Éliminons tout de suite l'explication « culturaliste », qui ne résiste pas bien longtemps à

l'analyse : en effet ce genre d'approche ne permet guère d'expliquer pourquoi le taux d'épargne des ménages chinois est passé de 16 à 25% au cours des 15 dernières années, ni pourquoi les chinois épargnent proportionnellement 2 fois plus que les japonais ou 3 fois plus que les coréens alors que c'était autrefois l'inverse. En réalité, les sondages montrent que les ménages chinois épargnent d'abord et avant tout pour être en mesure de supporter ce que le langage populaire désigne par les « 3 montagnes » : l'éducation de leur enfant, l'acquisition d'un logement, le financement d'un éventuel traitement médical. Ces 3 types de dépenses ont pour point commun d'avoir été jusqu'à une époque récente totalement prises en charge par la communauté, à travers notamment l'unité de travail (dans les villes) et les coopératives (dans les campagnes). La plupart de ces mécanismes sont aujourd'hui démantelés et n'ont été qu'imparfaitement remplacés par les solidarités traditionnelles, l'assistance sociale et un système de sécurité sociale moderne mais encore en développement (seul 20% de la population cotise). C'est pourquoi, contrairement aux prédictions de la théorie économique, et contrairement à la situation qui prévalait encore par exemple en 1990, le taux d'épargne est aujourd'hui plus élevé chez les moins de 35 ans (environ 20-25% du revenu net) et chez les plus de 50 ans (environ 30-35%) que chez les 40-50 ans (15-20%). Pour les premiers, l'épargne semble d'abord motivée par l'acquisition d'un premier logement, qui n'est formellement autorisée que depuis 1997. En dépit du développement très rapide du crédit hypothécaire, l'achat immobilier nécessite en effet un apport personnel de plus en plus important, à la fois en raison de la hausse des prix et en raison des réglementations imposant au moins 30% d'acompte. Pour les seconds, la hausse de l'épargne s'explique par le choc du démantèlement accéléré du secteur public depuis 1996. La plupart des 50 millions d'ouvriers d'Etat qui ont perdu leur statut appartiennent aujourd'hui à la classe d'âge des plus de 50 ans. On estime que moins de 40% d'entre eux ont retrouvé un emploi et que la majorité des autres ont bénéficié d'une retraite anticipée. Les solidarités familiales ou de quartier ont permis de maintenir des conditions de vie décentes pour tout le monde et d'éviter ainsi, du moins en apparence, une paupérisation de masse. Pourtant, la dégradation du niveau de vie de cette partie de la population est bien réelle, et pas seulement en terme de revenus monétaires. Qu'ils soient devenus chômeurs, retraités, ou même si ils ont retrouvé un emploi, dans la plupart des cas ils ont perdu les avantages sociaux qui faisait tout l'attrait du statut d'ouvrier d'Etat. Libéralisation des prix, commercialisation du système de soins et licenciements publics se sont ainsi cumulés pour faire exploser les dépenses de santé. Jusqu'en 1995, celles-ci représentaient en moyenne 2-3% du budget des ménages, indépendamment de l'âge. Aujourd'hui, elles représentent 5-6% chez les moins de 50 ans et jusqu'à 13-15% chez les plus de 60 ans. Un raisonnement similaire pourrait être tenu sur les dépenses d'éducation, dont aujourd'hui 1/3 est directement laissé à la charge des familles. Bref, si les Chinois épargnent plus qu'avant et notamment chez les plus âgés, c'est parce que la vie est devenue objectivement plus chère et plus incertaine, même si cela ne se voit pas complètement dans les statistiques officielles d'inflation ou de chômage ;

Total des ventes au détail (en Mds de RMB)



Distribution des revenu urbains (100 = moyenne)



Source : China Statistical Yearbook 2006

- Les inégalités sociales.** Le durcissement de la compétition économique s'est accompagné d'un creusement très net des inégalités sociales, entre ceux qui ont les moyens de bénéficier de la croissance économique d'une part (les habitants éduqués des grandes villes dynamiques, généralement situées dans les régions côtières) et d'autre part ceux qui sont laissés à leur propre sort (employés du secteur public dans les régions intérieures, paysans) voire sacrifiés sur l'autel du développement économique (les licenciés du secteur public et surtout les « ouvriers paysans »). Les graphiques ci-avant montrent bien à quel point le développement de la consommation urbaine a peu profité aux campagnes et dans quelles proportions l'éventail des revenus à l'intérieur même des villes s'est élargi en quelques années. Cette polarisation de la société a des conséquences immédiates sur le taux d'épargne des ménages car, c'est l'évidence, les riches épargnent proportionnellement beaucoup plus que les pauvres. Dans le cas de la Chine, les 10% des citoyens les plus riches ne consomment par exemple que 67% de leur revenu disponible, contre 99% pour les 10% les plus pauvres (Cf. tableau A ci-après). Dans la mesure où le creusement des inégalités permet aux franges les plus riches de capter une part de plus en plus grande du revenu national, celui-ci s'accompagne donc d'une hausse du taux d'épargne moyen. Cette aggravation des disparités sociales ne doit rien à la fatalité ou aux conséquences « naturelles » du décollage économique, en tout cas pas dans de tels ordres de grandeur. Elle est d'abord la conséquence de choix politiques, qui ont par exemple conduit à la privatisation de fait des biens sociaux (notamment éducation et santé) et sans cesse repoussé la mise en place d'une redistribution fiscale digne de ce nom. Une autre manière de voir les effets des inégalités sur le taux d'épargne nationale est de s'intéresser à l'épargne des entreprises et des APU. Il se trouve que, justement, l'épargne des APU chinoises est de très loin la plus élevée au monde (stable à 6-7% du PIB) et que l'épargne des entreprises chinoises a récemment très fortement augmenté (de 13 à 19% du PIB entre 1993 et 2006), provoquant à elle seule la hausse de l'ensemble du taux d'épargne nationale. Par comparaison, l'épargne des ménages a diminué sur la même période de 21 à 16% du PIB. Or, si les APU épargnent autant, c'est parce qu'une part disproportionnée de l'argent public est dépensé sous forme d'investissement (BTP principalement), aux dépens de la consommation (notamment dans les services sociaux). Du côté des entreprises, la hausse du taux d'épargne correspond à l'intensification de l'économie en capital et en technologie, laquelle a pour corollaire

la baisse de la part du travail dans la valeur ajoutée (de 58 à 50% du PIB en 10 ans) et donc le creusement des inégalités sociales. Bref, la hausse de l'épargne nationale apparaît bien comme une conséquence directe de la détérioration du partage des fruits de la croissance.

2. La classe moyenne chinoise : une tentative d'évaluation

Nous retenons de ce qui précède que, en l'état, seule une minorité de Chinois peuvent être considérés comme d'authentiques consommateurs, dans le sens où leurs moyens leur permettraient à la fois d'accumuler une épargne de précaution et de dépenser le reste de leurs revenus de manière discrétionnaire, c'est-à-dire en choisissant les produits qu'ils consomment, selon leur goût, leur qualité, voire leur marque. C'est cette catégorie que nous désignons par commodité « classe moyenne ». Elle est faible en part relative mais, comme souvent en Chine, ce raisonnement en moyenne mérite d'être grandement nuancé : d'une part, en raison de la taille de la population chinoise, une faible proportion peut recouvrir des marchés très importants, d'autre part, étant donné les fortes inégalités géographiques, cette petite proportion de consommateurs peut être très concentrée dans quelques régions voire quelques villes, ce qui rend son approche plus facile et donc plus intéressante.

Avant de proposer notre propre estimation chiffrée de la classe moyenne, encore faut-il s'entendre sur les critères qui permettent de la définir. Tout d'abord convenons que le terme même de classe moyenne peut prêter à confusion : il désignera ici les catégories les plus aisées et non les plus proches ou représentative de la « moyenne ». Par souci de cohérence nous conservons cependant ce terme, étant donné le large usage dont il a fait l'objet parmi les médias et analystes. Cela étant dit, cette notion reste encore suffisamment subjective pour que chacun pose ses propres critères. Selon l'Académie des Sciences Sociales, ce sont principalement des cols blancs, sédentaires, bénéficiant d'un niveau d'éducation supérieur et d'un pouvoir de décision ou d'une délégation de pouvoir, dont les revenus totaux sont compris entre 25 000 et 30 000 RMB par an. Une étude de BNP Paribas reprend la même fourchette de revenu et considère qu'ils sont répartis pour l'essentiel dans quelques catégories socioprofessionnelles : les experts/spécialistes techniques, les fonctionnaires de niveau intermédiaire, les hommes d'affaires et dirigeants d'entreprises privées ou publiques, des professions indépendantes du secteur des médias et du loisir. Selon le Fujitsu Research Institute, la classe moyenne regroupe d'une part une classe intermédiaire (ingénieurs, entrepreneurs des TPE, salariés des grandes entreprises et PME) et d'autre part une classe intermédiaire supérieure (cadres publics, cadres dirigeants des entreprises et entrepreneurs dans les PME). Enfin, une étude plus récente de Mc Kinsey distingue les « mass affluent », dont le revenu annuel par ménage est compris entre 100 000 et 200 000 RMB et les « upper middle class », dont le revenu est compris entre 40 000 et 100 000 RMB. Pour notre part, nous retiendrons le seuil de 25 000 RMB par an et par personne, sans fixer de limite supérieure (cela ne change pas grand-chose en terme de dénombrement) et en conservant l'idée de Mc Kinsey de distinguer une « classe moyenne en devenir ».

En résumé, nos hypothèses de travail sont :

- la « classe moyenne » est définie par la population urbaine dont le revenu disponible annuel supérieur à 25 000 RMB par tête (soit à peu près 75 000 RMB par ménage) ;
- nous appellerons « classe moyenne inférieure » ceux dont le revenu par tête est compris entre 12 500 et 25 000 RMB. Bien que ne faisant pas partie à proprement parler de la classe moyenne, cette catégorie dispose néanmoins d'un confort de vie bien supérieur à la moyenne de la

population ;

- nous utiliserons les données de l'enquête annuelle du NBS, réalisée à partir d'un échantillon de plus de 40 000 ménages. Pour tenir compte de la sous-déclaration des revenus, nous ajustons à la hausse de 30% l'ensemble des revenus (un coefficient très raisonnable et même inférieur à ce que laissent supposer certaines sources).

A. BUDGET ANNUEL DES MENAGES URBAINS, CLASSES PAR TRANCHE DE REVENU

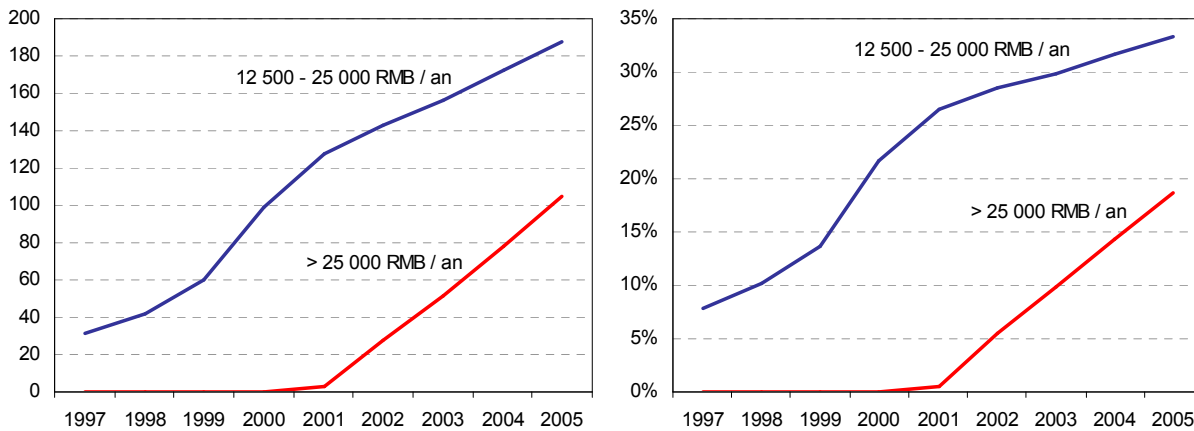
	1ER DECILE	2E DECILE	2E QUINTILE	3E QUINTILE	4E QUINTILE	9E DECILE	10E DECILE	MOYENNE NATIONALE
REVENU DISPONIBLE (EN RMB)	3 135	4 885	6 711	9 190	12 603	17 203	28 773	10 493
DEPENSES PAR TETE (EN RMB)	3 111	4 295	5 574	7 308	9 411	12 103	19 153	7 943
DEPENSES PAR MENAGE (EN RMB)	10 391	13 830	17 279	21 559	26 257	32 436	50 564	23 511
TAILLE MOYENNE DU MENAGE	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	2,7	2,6	3,0
NOMBRE DE MENAGES (EN M)	19	19	38	38	38	19	19	190
NOMBRE DE PERSONNES (EN M)	63	61	118	113	106	51	50	562
PROENSION A CONSOMMER (EN %)	99	88	83	80	75	70	67	76

Source : China Statistical Yearbook 2006

Le tableau ci-dessus présente pour référence les résultats les plus récents de l'enquête du NBS. Il s'agit des chiffres officiels, c'est-à-dire avant ajustement de 30%. Suivant les chiffres officiels, la classe moyenne se limiterait grosso modo au dernier décile, c'est-à-dire aux 10% de citoyens les plus riches (soit 50 millions de personnes). En corrigeant de 30% les revenus (encore une fois, il s'agit d'une correction dont tout indique à penser qu'elle est largement justifiée, et même probablement très inférieure à la situation des hauts revenus), nous estimons la classe moyenne à **19% de la population urbaine en 2005, soit à peu près 105 millions de personnes** (respectivement 1/3 et 190 millions pour la classe moyenne inférieure).

Notre résultat se situe dans la moyenne des différentes études déjà publiées. Les estimations du CASS et de Mc Kinsey, qui utilisent les chiffres officiels non corrigés, sont logiquement plus conservatrices, tandis que celles de BNP, qui ajuste beaucoup plus agressivement les chiffres, sont nettement supérieures. S'agissant d'un phénomène aussi mal mesuré et en changement permanent, il est de toute façon plus pertinent de s'intéresser au profil d'évolution de la classe moyenne, sachant que par construction aucune estimation ne peut prétendre être plus valable que les autres. Sur ce point, au moins, tous les diagnostics se rejoignent : la classe moyenne se développe beaucoup plus vite que ce que peuvent laisser supposer les chiffres de croissance en moyenne nationale. A titre d'illustration, le revenu moyen des citoyens a augmenté de 11% par an en moyenne entre 2000 et 2005, mais celui des 10% les plus riches a augmenté de 17% par an. Suivant nos hypothèses, **nous estimons ainsi que 25 millions de personnes rejoignent chaque année la classe moyenne** (Cf. graphiques ci-dessous).

Une évaluation de la classe moyenne urbaine chinoise
en millions de personnes en % de la population urbaine



Source : estimations de la ME Pékin à partir des statistiques du NBS

1. Un tel rythme de progression va-t-il se poursuivre ? Nous pensons que non seulement le marché de consommation intérieure va continuer à se développer rapidement, mais que même il va très vraisemblablement accélérer au cours des 5-10 années à venir, et ce pour au moins 2 raisons : la croissance du PIB, c'est-à-dire du revenu national, devrait rester soutenue. Certes, la croissance est devenue trop forte depuis 2002, et nécessitera tôt ou tard une correction. Certes, les problèmes structurels restent nombreux et pourront éventuellement occasionner des à-coups sur la trajectoire de développement. Mais, dans son ensemble, la Chine semble aujourd'hui disposer des ressorts nécessaires pour alimenter encore plusieurs décennies de rattrapage ;
2. le taux d'épargne devrait sensiblement diminuer à horizon de 5-10 ans. En effet, nous avons montré précédemment que l'épargne chinoise est actuellement motivée par des phénomènes très spécifiques (restructurations industrielles des années 90, désengagement de l'Etat des services sociaux, fonctionnement opaque de nombres d'entreprises et d'administrations...), qui ont peu de choses en commun avec les déterminants traditionnels de l'épargne (profil démographique, taux d'intérêt, croissance du revenu, inflation). Nous avons également montré que cette situation correspond à des choix de développement qui ont été faits au cours des 15 dernières années et ne doivent donc rien à la fatalité ou de quelconque facteurs « culturels ». Par conséquent, une politique plus volontariste de développement de l'accès public à la santé, à l'éducation et au logement, comme s'en dessinent aujourd'hui les prémices, aurait des effets immédiats et significatifs sur le taux d'épargne des ménages. Quant aux effets de la privatisation des industries d'Etat, ils vont naturellement s'estomper sachant que la majorité de ce qui pouvait être privatisé l'a déjà été. Une étude du FMI estime ainsi que, sous l'hypothèse d'un « retour à la normale » du comportement d'épargne, c'est-à-dire hors effets idiosyncratiques précédemment cités, le taux d'épargne des ménages pourrait

baisser à 18% du revenu disponible en 2010 puis 14% en 2015 (moins qu'en France). De la même manière, une étude de la BM montre que différentes réformes structurelles telles que l'amélioration de la gouvernance d'entreprise, la hausse des dépenses publiques de santé et d'éducation, ou encore la réforme financière et le développement du crédit aux particuliers, suffiraient pour diminuer de l'épargne totale de 10 points de PIB.

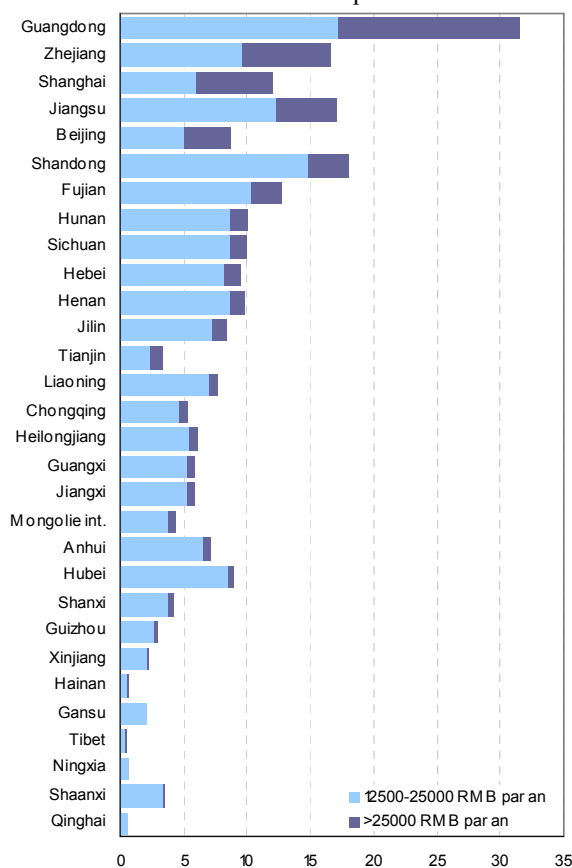
3. Quelles conséquences en terme de marché ?

Maintenant que nous disposons d'une estimation de la taille de la classe moyenne chinoise et de son évolution, tentons de répondre à 2 questions : 1/ Comment cette population est elle distribuée géographiquement ? 2/ Quelles sont ses signes distinctifs de consommation ?

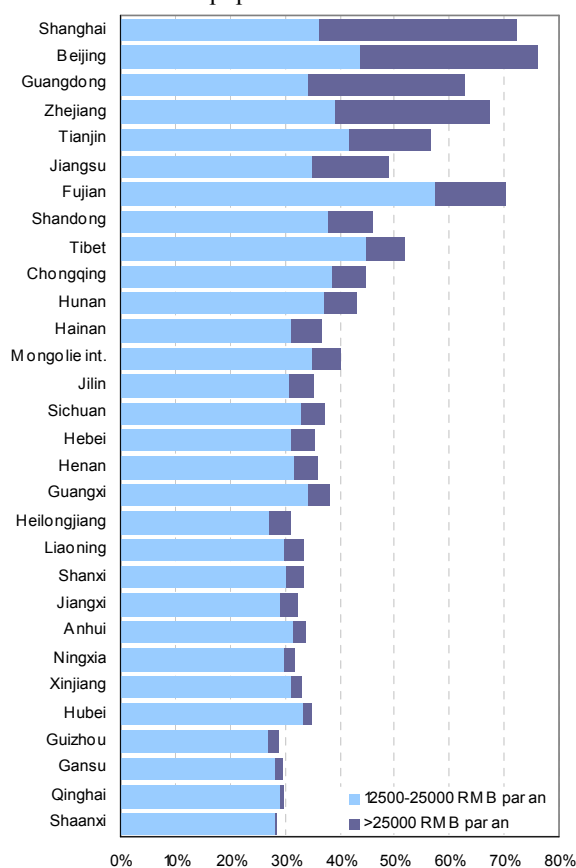
Sans surprise, la classe moyenne chinoise apparaît très concentrée autour des trois grandes zones côtières de développement économique que sont le Delta de la Rivière des Perles (Guangdong, Fujian), le Delta du Yangtze (Shanghai, Zhejiang, Jiangsu) et le Golfe du Bohai (Pékin, Hebei, Tianjin, Shandong). Ces 9 provinces (sur un total de 31) regroupent environ 80% de toute la classe moyenne et 50% de la classe moyenne inférieure. Le Guangdong, qui non seulement a bénéficié du décollage économique le plus précoce mais qui comprend en outre la plus large population urbaine (environ 45 millions de personnes), abrite à lui seul 25% de la classe moyenne chinoise. En proportion de la population, la hiérarchie des niveaux de vie est respectée : les villes de Shanghai et Pékin arrivent en tête avec respectivement 35% et 32% de classe moyenne, suivies par le Guangdong et le Zhejiang (28% de leur population urbaine respective), Tianjin (15%), le Jiangsu (14%) et le Fujian (13%). Ce taux est inférieur à 10% dans toutes les autres provinces, voire même inférieur à 1% dans les provinces les plus pauvres du Centre et de l'Ouest. Des provinces pauvres mais très peuplées, telles que le Sichuan, le Henan, Jilin et le Hunan, contiennent chacune plus de 1 million de personnes pouvant être rattachées à la classe moyenne, mais celles-ci sont probablement bien plus difficiles à atteindre que dans les riches provinces côtières, dans la mesure où elles sont dispersées dans une multitude de chef-lieu, parfois séparés de longues distances

En terme d'habitude de consommation, la classe moyenne se différencie très nettement du reste de la population (Cf. les tableaux B, C, D en annexe, dans lesquels la classe moyenne telle que nous l'avons définie correspond à peu près aux 9^e et 10^e déciles). La part du budget allouée à l'alimentation est, comme on peut s'y attendre, d'autant plus faible que le ménage est aisé : de 28% pour le décile le plus riche à 47% pour le décile le plus pauvre. Par contre la part du budget consacrée respectivement à l'habillement, la santé et le logement n'est pas très différente de celle de la moyenne des citoyens. Les différences les plus marquées se situent dans l'équipement du foyer (6,5% du budget contre 5,5% en moyenne urbaine), l'éducation loisir (14,5% contre 14%) et surtout les transports et télécommunication (17% contre 13%).

Répartition, par province, de la classe moyenne et de la classe moyenne inférieure (2004)
en millions de personnes



en % de la population urbaine



Source : estimations de la ME Pékin à partir des statistiques du NBS

L'écart de revenu entraîne néanmoins des différences très importantes dans les montants consacrés à chaque type de dépense. Le décile le plus riche dépense ainsi 3 fois plus que la moyenne pour l'éducation, les loisirs et l'équipement ménager, plus du double pour la santé et le logement. Ces montants plus importants permettent un souci de qualité qui reste nécessairement absent des ménages plus modestes. En matière d'habillement, le décile le plus riche n'achète par exemple que 70% de plus que la moyenne en nombre de vêtements adultes mais pour un coût total 120% supérieur. De même dans l'alimentation, les ménages plus aisés ont un régime alimentaire plus diversifié (plus de fruits et de produits laitiers, un peu plus de viande, moins de céréales et d'alcool), pour un budget 50% supérieur à la moyenne. L'équipement du foyer est l'un des secteurs où les différences sont les plus marquées : le 9^e décile y dépense 70% de plus que la moyenne (resp. 190% pour le 10^e décile). Cet écart se traduit par des différences de taux d'équipement appuyées pour les biens les plus coûteux : si le téléphone portable, l'air conditionné, la TV couleur et le réfrigérateur sont largement démocratisés, à l'inverse la possession d'une voiture, un piano et, dans une moindre mesure, d'un ordinateur, est réservée aux membres de la classe moyenne (voir tableau D).

Notons enfin que, en terme de marché, la classe moyenne chinoise représente déjà un pouvoir de consommation cumulé tout à fait substantiel dans les secteurs dans lesquels se distinguent ses habitudes de consommation (voir tableau B). Bien qu'elle ne représente qu'environ 20% de la population urbaine, cette catégorie de la population représente 29% du marché de consommation urbain total. En 2005, elle a dépensé 268 Mds RMB dans les transports-télécommunications (47% du marché urbain national), 151 Mds

RMB dans l'habillement (33% du total), 102 Mds RMB en équipement du foyer (40% du total), ou encore 67 Mds RMB dans les biens et services divers (43% du total). Il va sans dire que ces secteurs constituent le cœur du potentiel de demande chinoise pour les années à venir, qui verront l'élargissement de la classe moyenne et de ses habitudes de consommation.

4. Projections pour 2010

Afin d'estimer la taille du marché chinois à horizon 2010, nous faisons 4 hypothèses très raisonnables :

- la population urbaine continuera à augmenter d'environ 20 millions de personnes par an (hypothèse relativement consensuelle);
- les revenus des différentes tranches de populations urbaine continueront à augmenter en moyenne à 75% de leur vitesse de croissance moyenne sur la période 2000-2005 (c'est-à-dire que nous considérons que la croissance du PIB ralentira autour de 7-8%, mais que les écarts de richesse continueront à se creuser);
- le RMB s'appréciera de 3% par an par rapport au dollar et atteindra ainsi une parité de 7,05 RMB / USD en 2010 (hypothèse conservatrice) ;
- le taux d'épargne des ménages diminuera à 18% du revenu disponible pour la population urbaine dans son ensemble et à un peu plus de 20% pour la classe moyenne (hypothèse volontariste).

Dans ces conditions, il apparaît que la classe moyenne telle que nous l'avons définie s'élèverait à environ 180 millions de citoyens en 2010, soit un peu plus du quart de la population urbaine. Même si, individuellement, les membres de la classe moyenne chinoise ne disposeront encore que d'un pouvoir d'achat international très éloigné de celui des classes moyennes occidentales, ils représenteront déjà, collectivement, un marché de consommation de premier ordre : environ 1000 Mds USD de pouvoir d'achat dont 800 Mds USD consommés (à comparer par exemple avec 1150 Mds USD pour la totalité de la consommation des ménages français en 2005). Ils en consacreront par exemple environ 250 Mds USD à l'agroalimentaire, 110 Mds USD à l'éducation et au loisir, et 50 Mds USD à l'équipement ménager. Sachant par ailleurs que la majorité de cette demande sera satisfaite par des produits fabriqués en Chine, il peut être réducteur de convertir le pouvoir d'achat chinois en dollars courants. A parité de pouvoir d'achat, la consommation de la classe moyenne chinoise serait probablement 3 à 4 fois plus élevée, c'est-à-dire qu'elle représentera de loin le premier marché mondial. S'agissant par exemple de l'automobile, l'objet de consommation le plus étroitement associé au statut de classe moyenne, on estime que le nombre de véhicules particuliers pourrait facilement doubler dans les 5 prochaines années.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de PEKIN (adresser les demandes à pekin@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur :

Mission Économique
Adresse : Pacific Century Place, Unit 1015,
Tower A
2A Gong Ti Bei Lu, Chao Yang Qu
PEKIN RPC 100027
CHINE
Rédigée par : Stephane CIENIEWSKI
Revue par : Hubert TESTARD
Date de parution : 11 décembre 2006

B. Le budget des ménages urbains, classés par tranche de revenu

	1er décile	2e décile	2e quintile	3e quintile	4e quintile	9e décile	10e décile	moyenne
Répartition des dépenses courantes en %								
Alimentation	47,4	44,8	41,9	38,9	36,4	34,3	28,0	36,7
Vêtements	7,8	9,5	10,1	10,7	10,7	10,4	9,2	10,1
Équipement du foyer	3,5	4,0	4,8	5,4	5,8	6,2	6,7	5,6
Santé	7,5	7,2	7,3	7,7	8,1	8,2	6,7	7,6
Transport & communication	7,3	8,8	9,6	10,5	11,4	13,1	19,7	12,6
Éducation, culture, loisir	11,7	12,1	12,9	13,5	14,2	14,1	15,2	13,8
Logement	12,3	11,0	10,4	10,2	9,8	9,9	9,9	10,2
Autres biens et services	2,4	2,7	2,9	3,1	3,5	3,8	4,6	3,5
Dépenses annuelles par tête en RMB								
Alimentation	1 476	1 926	2 336	2 839	3 426	4 151	5 367	2 914
Vêtements	244	408	565	785	1 011	1 256	1 758	801
Équipement du foyer	109	172	269	397	546	755	1 287	446
Santé	232	308	408	562	765	997	1 287	600
Transport & communication	228	376	536	764	1 075	1 590	3 769	997
Éducation, culture, loisir	364	519	720	986	1 336	1 700	2 907	1 098
Logement	384	472	580	745	921	1 196	1 898	809
Autres biens et services	74	114	159	229	330	457	877	278
Total	3 111	4 295	5 574	7 308	9 410	12 104	19 151	7 943
Dépenses annuelles totales par catégorie de revenu en Mds RMB								
Alimentation	92	118	276	320	364	211	267	1 638
Vêtements	15	25	67	88	107	64	87	450
Équipement du foyer	7	11	32	45	58	38	64	251
Santé	15	19	48	63	81	51	64	338
Transport et communication	14	23	63	86	114	81	187	560
Éducation, culture, loisir	23	32	85	111	142	86	144	617
Logement	24	29	69	84	98	61	94	455
Autres biens et services	5	7	19	26	35	23	44	156
Total	195	263	659	824	999	615	951	4 465
en % du marché national dans chaque secteur								
Alimentation	6%	7%	17%	20%	22%	13%	16%	100%
Vêtements	3%	6%	15%	20%	24%	14%	19%	100%
Équipement du foyer	3%	4%	13%	18%	23%	15%	25%	100%
Santé	4%	6%	14%	19%	24%	15%	19%	100%
Transport et communication	3%	4%	11%	15%	20%	14%	33%	100%
Éducation, culture, loisir	4%	5%	14%	18%	23%	14%	23%	100%
Logement	5%	6%	15%	18%	22%	13%	21%	100%
Autres biens et services	3%	4%	12%	17%	22%	15%	28%	100%
Total	6%	7%	17%	20%	22%	13%	16%	100%

Source : China Statistical Yearbook 2006 – Calculs ME Pékin

C. CONSOMMATION PAR AN ET PAR PERSONNE DES MENAGES URBAINS, CLASSES PAR TRANCHE DE REVENU

	2E	3E	4E	9E	10E	MOYENNE NATIONALE	ECART A LA MOYENNE DU 9E DECILE	ECART A LA MOYENNE DU 10E DECILE
	QUINTILE	QUINTILE	QUINTILE	DECILE	DECILE		DECILE	DECILE
CEREALES (KG)	78,4	77,4	76,9	75,1	67,1	77,0	-2%	-13%
PORC (KG)	19,64	20,88	22,07	22,56	21,95	20,15	12%	9%
BŒUF (KG)	2,2	2,5	2,7	2,6	2,5	2,3	15%	7%
LEGUMES (KG)	116,9	121,1	126,0	127,8	118,8	118,6	8%	0%
ALCOOL DE CEREALE (L)	2,4	2,4	2,4	2,1	1,8	2,3	-8%	-21%
ALCOOL DE FRUIT (L)	0,18	0,25	0,33	0,42	0,56	0,26	62%	115%
FRUITS (KG)	50,4	60,0	66,2	73,4	76,7	56,7	30%	35%
LAIT (L)	15,3	18,7	22,6	25,7	26,1	17,9	44%	45%
VETEMENT HOMME (PIECE)	2,2	2,7	3,1	3,7	4,2	2,6	40%	60%
VETEMENT FEMME (PIECE)	2,9	3,7	4,4	5,1	6,5	3,6	43%	79%
VETEMENT ENFANT (PIECE)	1,0	1,2	1,2	1,3	1,6	1,1	13%	46%
CHAUSSURES	2,4	2,7	2,9	3,1	3,5	2,6	20%	34%

D. L'EQUIPEMENT EN BIENS DURABLES DES MENAGES URBAINS, CLASSES PAR TRANCHE DE REVENU

	2E	3E	4E	9E	10E	MOYENNE NATIONALE	ECART A LA MOYENNE DU 9E DECILE	ECART A LA MOYENNE DU 10E DECILE
	QUINTILE	QUINTILE	QUINTILE	DECILE	DECILE		DECILE	DECILE
TAUX D'EQUIPEMENT PAR MENAGE (EN %)								
MOTOCYCLETTE	24,8	26,8	28,0	26,6	28,0	25,0	+6,2%	+12%
BICYCLETTE	125,1	121,1	120,7	119,7	114,8	120,0	-0,3%	-4,3%
VOITURE	0,9	1,7	3,3	5,6	16,2	3,4	+65%	+381%
MACHINE A LAVER	93,4	96,9	99,5	101,5	103,8	95,5	+6,3%	+8,7%
REFRIGERATEUR	87,8	94,1	97,4	99,8	104,1	90,7	+10%	+15%
CONGELATEUR	5,9	6,5	7,2	8,1	8,4	6,7	+21%	+26%
TV COULEUR	123,9	133,7	142,5	152,6	172,3	134,8	+13%	+28%
INFORMATIQUE	27,6	41,3	54,2	64,2	85,1	41,5	+55%	+105%
PIANO	0,8	1,8	2,8	3,6	7,4	2,3	+60%	+229%
FOUR	35,0	49,1	59,8	71,7	83,7	47,6	+50%	+76%
AIR CONDITIONNE	54,0	76,8	96,4	126,6	178,7	80,7	+57%	+121%
TELEPHONE	91,4	94,9	98,5	100,9	105,1	94,4	+6,9%	+11%
TELEPHONE PORTABLE	119,0	143,7	159,5	174,1	199,8	137,0	+27%	+46%
NOMBRE TOTAL D'EQUIPEMENTS (EN MILLIONS D'UNITES)								
MOTOCYCLETTE	9,4	10,2	10,7	5,0	5,3	-	-	-
BICYCLETTE	47,7	46,3	45,9	22,7	21,6	-	-	-
VOITURE	0,3	0,7	1,2	1,1	3,0	-	-	-
MACHINE A LAVER	35,6	37,0	37,9	19,2	19,5	-	-	-
REFRIGERATEUR	33,5	35,9	37,1	18,9	19,6	-	-	-
CONGELATEUR	2,2	2,5	2,7	1,5	1,6	-	-	-
TV COULEUR	47,3	51,1	54,2	28,9	32,4	-	-	-
INFORMATIQUE	10,5	15,8	20,6	12,2	16,0	-	-	-
PIANO	0,3	0,7	1,1	0,7	1,4	-	-	-
FOUR	13,3	18,8	22,8	13,6	15,7	-	-	-
AIR CONDITIONNE	20,6	29,3	36,7	24,0	33,6	-	-	-
TELEPHONE	34,8	36,2	37,5	19,1	19,8	-	-	-
TELEPHONE PORTABLE	45,4	54,9	60,7	33,0	37,6	-	-	-

Source : China Statistical Yearbook 2006 – Calculs ME Pékin